

Comprendre la crise politique française

 lemouvementreel.com /2017/04/07/comprendre-la-crise-politique-francaise/

Romarc Godin

07/04/2017

Lecture. Dans un ouvrage récent, Bruno Amable et Stefano Palombarini examinent avec précision les conditions de la désintégration de la vie politique française. Une grille de lecture pertinente qui met en lumière les limites d'une grande alliance « réformatrice » et « pro-européenne » au centre comme mode de résolution de cette crise.

Quel qu'en soit le résultat, l'épisode électoral français de 2017 apparaîtra inévitablement comme une césure majeure dans l'histoire politique du pays. L'effondrement inévitable des deux grands mouvements historiques de la Cinquième République, réduits aux derniers quartiers de leurs partisans, alors même que les institutions nées en 1958 sont bâties pour le bipartisme, est le symptôme d'une crise politique de grande ampleur. Une crise dont sortira un nouveau paysage politique, fondé sur de nouvelles césures.

La politique comme rapport de force sociologique

C'est cette crise, débutée dans les années 1980, qu'analysent avec précision et recul, deux économistes, Bruno Amable et Stefano Palombarini, dans un ouvrage récent, *L'Illusion du Bloc Bourgeois*^[*]. Une lecture nécessaire pour comprendre les événements politiques qui se déroulent sous nos yeux. Les deux auteurs entendent la politique comme un ensemble de rapport de force sociologique. « Un pays, expliquent-ils, ne choisit pas son destin à l'issue d'une délibération collective et rationnelle, pas plus qu'il ne confie son avenir à des dirigeants éclairés qui décident pur lui ». Le voile est donc d'emblée déchiré sur la réalité du choix démocratique : ce choix est déterminé par la constitution de « bloc sociaux » qui sont capables de définir des intérêts communs et, ainsi, de s'allier, pour construire des majorités.

Le temps des deux « blocs »

Si le système bipartisan français a pu ainsi opposer dans les années 1970 – et en partie dans les années 1960 – un « bloc de gauche » à un « bloc de droite », c'est parce que chaque camp avait su trouver un compromis acceptable entre ces différentes composantes sociologiques. Les ouvriers communistes et les employés et fonctionnaires socialistes pouvaient accepter, même après la rupture de la brève « union de la gauche », une unité fondée sur des intérêts communs : celle d'une intervention accrue de l'Etat dans l'économie et d'une politique de redistribution généreuse. Ce compromis avait été construit par François Mitterrand lors du fameux congrès d'Epinau de 1971 où il parvient à réaliser une synthèse entre les principales composantes de la gauche non communistes. A ce moment, le PS – à la différence de la défunte SFIO – devenait un partenaire acceptable pour le PCF. Le « bloc de gauche » devenait sociologiquement fort et capable de l'emporter, ce qu'il fit dix ans plus tard.

En face, la droite pouvait – bon gré, mal gré – maintenir un « bloc social » autour de l'idée d'un Etat protecteur pour les entreprises, mais pas « captateur », refusant ainsi les nationalisations, ainsi que d'une politique de baisse d'impôts. Cette position permettait de rallier les cadres et professions intermédiaires, ainsi que les ruraux. Malgré les divisions UDF-RPR, ce « bloc » social restait cohérent. Globalement, ce système s'est progressivement mis en place après 1958 et s'est imposé pendant les années 1970. C'est lui qui agonise sous nos yeux.

La fin des deux « blocs »

Que s'est-il passé ? Pour les deux auteurs, ce bipolarisme a subi une pression interne qui l'a finalement fait éclater. Cette pression est elle-même le fruit de deux phénomènes externes : l'évolution du capitalisme vers une forme financiarisée et ultra-compétitive et la question européenne. Ces deux évolutions ont donné la main à une des composantes des deux blocs, les « modernistes », majoritairement à gauche, et les « néolibéraux » au sein du bloc de droite. Ces deux mouvements se sont imposés politiquement au sein de leurs blocs, donnant alors un poids démesuré dans la pratique politique aux classes moyennes et supérieures, les plus favorables à ces politiques. Ce phénomène a ainsi conduit à une contradiction majeure : pour se faire élire, les deux blocs

continuaient à utiliser la synthèse sociologique des années 1970, mais, une fois élue, les « classes populaires » (définies par les auteurs comme ceux qui ont un lien de subordination dans le travail), qui, à droite comme à gauche, demandent la protection de l'Etat, étaient oubliées. Progressivement, ces classes ont donc abandonné leur « bloc » originel pour se réfugier dans l'abstention ou dans le vote Front National, lequel a profité du vide créé alors pour construire un discours hybride permettant d'attirer les déçus des deux blocs. Et, progressivement, une synthèse est devenue inévitable entre « modernistes » et « néolibéraux », ce que les auteurs appellent le « bloc bourgeois ».

Le choix du « modernisme »

Selon les deux auteurs, ce phénomène n'est cependant pas un phénomène subi ou « naturel ». Il est le fruit de choix conscients. A gauche, c'est le « tournant de la rigueur » de 1983 qui a décidé de la victoire des « Modernistes ». Lesquels ont, depuis, dominé le PS. Ce choix a été justifié par la « construction européenne » dans une forme de chantage : ou l'Europe et le néolibéralisme ou rien. C'est Jacques Delors qui, selon les auteurs, incarne le mieux ce choix qui, irrémédiablement, devait mener à un divorce entre le PS et les classes populaires, et donc à l'implosion du « bloc de gauche ». Les référendums européens de 1992 et surtout celui de 2005 ont été les deux moments fondateurs de cette rupture.

François Hollande et la mort du PS

Dès 2002, le bipartisme français montrait des signes d'essoufflement. Le « 21 avril » avait été la preuve que le PS ne pouvait plus réaliser l'union des classes populaires et des classes moyennes. François Hollande avait cependant pu en 2012 réussir une dernière fois la synthèse d'Epinay. En tenant un discours de refondation de l'Europe et de combat contre la finance, il était parvenu à rallier les classes populaires. Les deux auteurs expliquent cette persistance du bloc de gauche par la capacité du PS à se concentrer sur « *des réformes néolibérales qui n'entamaient pas immédiatement le potentiel d'unification du bloc de gauche* », comme par exemple celle des marchés financiers ou des marchés des biens. Mais une fois élu, François Hollande a atteint les limites de cette stratégie, il lui a fallu toucher au cœur du système, à la relation salariale avec les lois Macron et El-Khomri. Ceci a fait apparaître la contradiction du PS qui a perdu le soutien des classes populaires. Parallèlement, pour les classes sociales favorables aux réformes, le PS, enfermé dans sa contradiction, n'apparaît plus comme capable de « poursuivre les réformes nécessaires ». Sa pertinence a donc disparu et c'est ce qui explique le renoncement de François Hollande à briguer un nouveau mandat et l'incapacité de Benoît Hamon à convaincre.

La tentation du « bloc bourgeois »

Désormais, l'ambition « modernisatrice » ou « réformatrice » doit nécessairement assumer sa base sociologique. C'est ce qu'une partie du PS tente de faire depuis plusieurs années en revendiquant le « divorce » avec les classes populaires définies comme désormais « intellectuellement de droite » puisqu'elles rejettent la construction européenne. En réalité, cette identité est bien là aussi le fruit de ce choix de l'identification de la construction européenne avec le néolibéralisme. Alors que les classes populaires n'ont d'abord rejeté que ce dernier, et les orientations néolibérales de l'Europe, elles ont fini par accepter cette identification imposée par les « modernistes » et sont devenues eurosceptiques.

Ce divorce oblige désormais les « modernistes » à trouver des alliés ailleurs, principalement sur leur droite où une partie de la classe moyenne accepte les « réformes » et l'Europe telle qu'elle est. C'est cette alliance que les deux auteurs appellent le « bloc bourgeois ». Ce « bloc » est aujourd'hui clairement incarné par Emmanuel Macron qui a appelé à « dépasser le clivage droite-gauche » et qui tente la synthèse entre les « modernistes » des deux camps. Pour les auteurs, ce bloc bourgeois n'est cependant pas la solution, car sa base sociologique est assez faible, de l'ordre d'un quart de l'électorat. Elle doit donc s'élargir par des promesses envers des couches sociales qui vont se retrouver « victimes » de la politique menée. D'où de futures déceptions.

Le clivage gauche-droite persiste

Dans la logique du « bloc bourgeois », la vie politique se restructurerait autour de la seule question de la souveraineté, comprise comme la quintessence de tout le reste. On aurait donc des pro-européens favorables

aux « réformes » s'opposant à des souverainistes favorables au maintien de l'Etat-providence. On voit, au reste, au sein des équipes d'Emmanuel Macron, comme au sein des milieux proches du FN, cette volonté de tout réduire à la souveraineté et d'organiser un face-à-face de ce type dès le premier tour. Mais, estiment les auteurs, la division droite-gauche est encore pertinente. Les souverainistes de droite ne rejettent en effet nullement les « réformes » libérales, ce qui leur aliène leurs homologues de gauche. Même au sein du FN, la conversion à l'Etat-providence, qui nie l'essentiel de l'histoire du parti, semble surtout relever d'un « transformisme », nom italien de l'opportunisme politique pur. Même chose au sein du pôle pro-européen où une partie de la gauche n'a pas renoncé à changer ou refonder l'Europe. La primauté donnée à la question de la souveraineté ne règle pas le problème social.

Jeu complexe à quatre

L'offre politique française s'organise donc autour de quatre pôles a priori irréconciliables : le souverainisme de gauche ; le souverainisme de droite ; l'europhisme de gauche et l'europhisme de droite. Certes, l'offre politique peine encore à s'organiser autour de ces pôles au cours de cette élection présidentielle. Si le « bloc bourgeois » vise à fusionner les deux dernières composantes, la distance entre Benoît Hamon, François Fillon et Emmanuel Macron, tous trois, « pro-européens » prouve les limites de l'exercice. Pour autant, à droite comme à gauche, la question européenne empêche toute reformation des anciens « blocs ». L'avenir du pays dépendra de la capacité de ces quatre pôles à trouver une base sociale suffisante pour former une majorité stable dans le pays, autrement dit une majorité qui ne soit pas une majorité de circonstance, comme en 2002, ni une majorité éphémère comme en 2012. Tant qu'une telle base ne sera pas trouvée, la crise politique perdurera.

Les faiblesses du « bloc bourgeois »

Il n'est pas certain que le « bloc bourgeois » d'un Emmanuel Macron soit capable de relever seul un tel défi. Certes, la France a connu un tel bloc sous la quatrième république, lors, pour bloquer les voies du pouvoir aux Communistes comme aux Gaullistes, Socialistes, Radicaux et Chrétiens-démocrates pouvaient s'allier. Mais la base sociale de ce « bloc bourgeois » d'alors était bien plus large et elle se définissait dans une vision également plus large : celle de la « défense du monde libre » dans un contexte de guerre froide et de persistance à l'ouest de régimes autoritaires. La fonction sociale du « bloc bourgeois » du 21^e siècle qu'examinent les auteurs est très différente et c'est ce qui explique qu'il pourrait bien n'être qu'illusion.

Une grille de lecture utile

Ce petit livre est en tout cas d'une densité qui invite à la réflexion sur la situation actuelle de la politique française. Il rend limpide quelques réalités de cette campagne comme l'échec du PS ou le caractère impossible de la reformation du « bloc de gauche » derrière une alliance entre Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon. Il est aussi un élément de réflexion nécessaire pour ce qui suivra cet épisode électoral et qui sera, sans aucun doute, un moment crucial de la crise politique française. La grille de lecture proposée ici pour la France mériterait, du reste, d'être élargie à d'autres pays européens où l'évolution du capitalisme moderne a provoqué des décompositions politiques avancées, toutes singulières, mais assez souvent marquées par la disparition de la social-démocratie et l'affaiblissement de la droite traditionnelle.

Romarc Godin

[*] B. Amable et S. Palombarini, *L'Illusion du Bloc Bourgeois*, Ed. Raisons d'Agir, 176 pages, 8 €.